

Dépêche n° 248. Baisse des valeurs sur la bourse de New York. Paul Claudel, analyste des prémices de la crise économique de 1929

In: Genèses, 1, 1990. pp. 149-154.

Citer ce document / Cite this document :

Garbagnati Lucile. Dépêche n° 248. Baisse des valeurs sur la bourse de New York. Paul Claudel, analyste des prémices de la crise économique de 1929. In: Genèses, 1, 1990. pp. 149-154.

doi : 10.3406/genes.1990.1022

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1990_num_1_1_1022

Dépêche n° 248.

Baisse des valeurs sur la bourse de New York

PAUL CLAUDEL,
ANALYSTE DES PRÉMICES
DE LA CRISE ÉCONOMIQUE
DE 1929¹

Lucile Garbagnati

Paul Claudel est connu comme catholique prosélyte et conservateur, comme écrivain, dramaturge et poète, beaucoup moins comme essayiste, journaliste et diplomate². Or, s'il est peut-être aventureux d'avancer un jugement sur les rapports qu'entretiennent biographie et création, il est indéniable que l'œuvre du poète s'est nourrie aux sources de l'expérience consulaire et diplomatique³.

Parmi les diplomates de cette période, Claudel a été l'un des rares qui ait eu une formation d'économiste et ait mené toute sa carrière en insistant sur l'importance de l'économique sur le politique, voire sa prééminence. Ses nominations ont été d'ailleurs, pour la plupart, liées à des missions économiques précises auxquelles les enjeux politiques n'étaient évidemment pas étrangers. Dans l'ensemble, Claudel s'en est acquitté avec brio. Sa personnalité, sa capacité à embrasser une affaire particulière dans son contexte national et international, dans son actualité et dans ses conséquences à court, moyen et long terme, en faisait un interlocuteur aussi efficace que redoutable. On comprend mieux alors l'importance de l'histoire et de l'argent, de l'interaction entre le spirituel et le monde des affaires dans l'œuvre du poète, du dramaturge et même de l'exégète biblique.

Après avoir été reçu premier au concours des Affaires étrangères de 1890, il est nommé attaché au ministère des Affaires étrangères, vice-consul au Consulat général de France à New York, puis à Boston. De 1895 à 1914, il est vice-consul puis consul à Hankéou, Foutchéou, Tientsin, Prague et Francfort. En 1915, il est chargé d'une mission économique en Italie. Au Brésil, il doit négocier, comme ministre plénipotentiaire, à la fois le règlement du *Brazil Railways*, des achats massifs de matières premières, et l'alliance de ce pays aux côtés des Alliés⁴. Après un court séjour au Danemark, il est nommé, en 1921, ambassadeur

1. La correspondance diplomatique de Paul Claudel, ambassadeur aux États-Unis, a été réunie dans la thèse de troisième cycle de Lucile Garbagnati. *Paul Claudel, ambassadeur aux États-Unis 1927-1933, textes et documents oubliés, inédits, manuscrits*, Besançon. Une partie d'entre elle a été publiée dans le *Cahier Paul Claudel 11*, Gallimard 1982. Les références de cet article sont indiquées en abrégé : *thèse et CPC 11*.

2. *Œuvres complètes*. Gallimard.

3. Pour l'œuvre diplomatique de Paul Claudel on se reportera au *Cahier Paul Claudel 4 : Claudel diplomate*, au *Cahier Paul Claudel 8 : Claudel et l'univers chinois*, au *Cahier Paul Claudel 9 : Prague*.

4. Lucile Garbagnati : *Du café au Livre de Christophe Colomb, Claudel studies*, volume XII, 1985.

Dépêche n° 248

Baisse des valeurs sur la Bourse de New York¹

Washington, le 14 juin 1928

L'ambassadeur de la République française
aux États-Unis à Son Excellence Monsieur Briand,
ministre des Affaires étrangères

Je vous ai signalé dans mon télégramme d'hier relatif à la Convention de Kansas City, qu'un mouvement de baisse considérable s'était produit la veille à la Bourse de New York.

Ce mouvement n'avait pas en réalité attendu la réunion de la Convention pour commencer. Il avait débuté il y a une dizaine de jours, et il se trouve être la conséquence logique d'une hausse exagérée qu'avait engendrée une spéculation excessive dans le pays tout entier. Le fait que les jours pendant lesquels ont eu lieu les plus grandes dépressions étaient ceux pendant lesquels débutait la Convention républicaine, a permis à certains d'attribuer la baisse de Wall Street à des considérations politiques dont la principale était le retrait définitif de M. Coolidge. Il est incontestable que, jusqu'à ces derniers temps, Wall Street comptait plus ou moins sur la possibilité de forcer la main au Président en vue de sa réélection. A tort ou à raison c'est devenu un lieu commun de reporter l'honneur de la prospérité dont les États-Unis viennent de bénéficier pendant ces dernières années sur M. Coolidge, qui a eu comme principal souci de ne pas s'immiscer dans les affaires et de laisser aux capitalistes et aux chefs d'industrie les mains libres. M. Coolidge a toujours été considéré avec faveur par la finance et le monde des affaires. Il représente pour eux la sécurité. Au contraire, M. Hoover n'est pas populaire dans Wall Street où l'on redoute son esprit autoritaire et où l'on craint de sa part une immixtion dans les affaires.

Au moment donc où, pendant la Convention, à la suite de l'approbation donnée par M. Mellon à la candidature de M. Hoover, Wall Street s'est rendu compte d'une manière certaine que M. Coolidge était bien hors de cause, la Bourse qui avait été extrêmement nerveuse les jours précédents, a accentué le mouvement de liquidation déjà commencé, entraînant la masse du public effrayée. Ce mouvement a été enrayé hier, mais il reste à savoir si cet arrêt est définitif.

La baisse violente et précipitée du marché tient en réalité à des causes beaucoup plus profondes que les considérations sentimentales qui précèdent et qui n'ont été que le prétexte à l'accentuation du mouvement. Car il n'y a aucune raison sérieuse pour que ce pays, dont le développement économique ne tient pas à un seul homme, cesse subitement d'être prospère sous tel président plutôt que sous un autre.

La vérité est que les cours avaient été poussés, pendant ces derniers mois, à des prix qui, pour la généralité des titres tout au moins, ne correspondaient plus à leur valeur intrinsèque calculée sur les bénéfices actuels et sur les possibilités de bénéfices futurs. Ces possibilités avaient été considérablement exagérées dans certains compartiments, pour les valeurs d'aéroplanes, par exemple, ou de radiotélégraphie qui en moins d'un an avaient accusé des hausses de 300 à 400 %. Des fluctuations violentes dans certains titres avaient donné au marché une allure de hausse qui, dans l'esprit du public, paraissait ne devoir jamais s'arrêter. Pendant des mois, la masse de la population a participé sur une échelle de plus en plus grande aux opérations de la Bourse de New York. Le pays tout entier s'était laissé entraîner dans une vague de spéculation inconnue jusqu'alors. Les prêts consentis par les banques aux agents de change avaient atteint le mois dernier le chiffre fabuleux de 5 milliards, 150 millions de dollars, alors qu'il y a six mois, ils n'atteignaient pas 3 milliards. Le nombre des titres achetés et vendus par jour dépassait couramment le chiffre de 4 millions alors qu'il y a peu de temps encore des transactions de 2 millions par jour étaient considérées comme exagérées.

Une sérieuse appréhension régnait dans quelques milieux bancaires et principalement à la *Federal Reserve Bank*, quant à la possibilité de conséquences désastreuses pouvant résulter d'une telle expansion de crédits.

La *Federal Reserve Bank* décida d'intervenir. Il y a trois semaines, elle portait le taux de l'escompte de 4 à 4,5 %. Cette mesure n'entraîna pas immédiatement les résultats escomptés par la banque puisque, après une hésitation momentanée de quelques jours, le marché reprit, pour certaines valeurs tout au moins, sa marche ascendante d'une manière aussi violente qu'auparavant. Les prêts aux agents de change accusèrent une sensible augmentation la semaine d'après. C'est pourquoi la *Federal* décida de donner un second avertissement à Wall Street. Dans son bulletin de la fin de mai, elle attirait l'attention des banques sur les sommes énormes utilisées pour la spéculation et, sans le dire expressément elle les invitait à réduire considérablement les prêts aux agents de change. Cette fois l'effet fut immédiat. Le lendemain, c'est-à-dire il y a une dizaine de jours, les banques commençaient à opérer la contraction souhaitée. Le taux de l'argent au jour le jour (*Call money*) passait sur le marché de New York de 5,5 à 6 et 7 % en 48 heures. Il s'ensuivit une baisse normale et régulière pendant 4 ou 5 jours. Les porteurs de titres qui pour la plupart, avaient des bénéfices assez grands, ne s'effrayèrent pas au début et ne vendirent que modérément. Toutefois les banques, procédant à un resserrement de crédits de plus en plus grand, la baisse s'accrut et le public effrayé commença une liquidation générale. Pendant trois jours, dont la journée d'avant-hier a été l'apothéose, les titres furent jetés sur le marché à n'importe quel prix par les spéculateurs démoralisés. En quelques jours, les bénéfices accumulés pendant des mois étaient anéantis et remplacés par des pertes. Les valeurs les meilleures suivirent, toutes proportions gardées, le sort des mauvaises. Dans certains cas la baisse a été jusqu'à 30 % de la valeur des titres. Des valeurs d'aéroplanes qui étaient cotées 250 dollars il y a quinze jours étaient cotées avant-hier 146 ; la *Radio Corporation of America* qui avait été l'objet d'une spéculation excessive, passait de 225 à 165. Les titres des grandes banques de New York n'ont pas été épargnés, pas plus que ceux des compagnies d'assurances.

La spéculation avait été particulièrement poussée sur la côte du Pacifique. Les titres de la *Bank of Italy*, dont le siège social est à San Francisco, qui se vendaient au mois d'avril à 223 dollars l'action ont passé avant-hier à 132. Cette baisse perpendiculaire fut l'un des éléments les plus troublants du marché et contribua pour beaucoup à la liquidation.

Jusqu'à quel point la baisse est-elle enrayée, les mois à venir le diront. Il est indiscutable qu'il existait dans le marché de New York une position technique à rectifier. Comme je l'ai dit précédemment, les cours ne représentaient plus pour nombre de compagnies la véritable valeur de leurs titres. Une liquidation s'imposait et elle a eu lieu.

On ne saurait toutefois du fait de cette liquidation, considérer avec pessimisme la situation financière des États-Unis. Le pays était engagé dans une spéculation excessive. La *Federal Reserve Bank* a estimé que, dans l'intérêt général et dans celui du développement économique du pays, les remèdes nécessaires devaient être employés. Pour assainir la situation, elle a procédé à une sérieuse opération chirurgicale d'où il ne résultera peut-être que du bien. Si cependant la liquidation allait beaucoup plus loin, elle risquerait d'avoir son contrecoup sur la situation économique dont le tableau, ainsi que je vous l'ai expliqué dans un rapport séparé, comporte des points noirs.

Paul Claudel

1. Ce texte est extrait de la thèse de 3^e cycle de Lucile Garbagnati, *Paul Claudel, ambassadeur aux États-Unis 1927-1933*. Le centre de recherches Jacques Petit, UA 1040 du CNRS possède les microfilms des textes diplomatiques.

au Japon pour défendre les intérêts de la France et de son empire colonial d'Extrême-Orient face à l'influence croissante de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Amérique⁵. En décembre 1926, il remplace à Washington l'ambassadeur Béranger rappelé pour n'avoir pu mener à son terme le délicat règlement de l'« affaire des dettes de guerre ». De 1927 à 1933, l'ambassadeur se débat avec cette hydre, sans parvenir à arracher du gouvernement français l'exécution des accords diplomatiques. Comme à son prédécesseur cela lui coûte son poste.

D'entrée de jeu, cette mission a une double caractéristique, à la fois politique et économique il s'agit de convaincre le gouvernement américain de lier aux réparations allemandes le remboursement des dettes contractées pendant la guerre. Le représentant français se devait donc d'être à l'écoute du monde politique mais aussi, voire surtout, économique, sans oublier l'opinion publique ; d'observer leur évolution tant au plan national qu'international. Pour Paul Claudel, l'expérience diplomatique confirme la méditation religieuse : le monde est un vaste ensemble à l'harmonie duquel chacun de ses membres est sommé de participer sauf à déclencher des catastrophes. Les expressions de « concert des nations », « majestueuse danse des sphères » ne sont pas des lieux communs vides de sens, mais au contraire des réalités qu'il s'agit de mettre au jour.

En même temps qu'il parcourt les États-Unis, en prononçant pas moins de cent cinquante discours en français comme en anglais, pour affirmer la présence française et ranimer l'ardeur francophile contre la germanophilie croissante, il ne cesse de rendre compte et d'analyser la situation dans ses rapports, dépêches et lettres, nourris de son expérience et de sa lucidité. Il n'est pas rare qu'apparaisse l'humoriste, ou le poète. A l'observateur attentif, souvent ironique, du



5. Claudel, *ambassadeur au Japon*, à paraître *Cahier Paul Claudel*, Gallimard.

6. *Thèse* p. 7.

7. Dépêche n° 211 du 29 mai 1928, *thèse* p. 202.

8. *CPC II* p. 109.

9. *Thèse* p. 213.

10. *Thèse* p. 678. Cette dépêche, comme la plupart, a été transmise à de nombreux services et postes : aux ministères des Finances et du Commerce, aux postes de Londres, Berlin, Rome, Bogota, Montréal, Madrid, Buenos Aires.

11. Rapport n° 58, *CPC II* p. 151.

12. Rapport n° 485, *Le krack financier de New York, ses causes et sa signification*, *CPC* p. 183.

way of life avec pour quintessence la prohibition, correspond l'analyste des causes et du développement fantastique de l'économie américaine. Son système financier ne repose plus sur l'épargne collective et individuelle mais sur la circulation de l'argent par la généralisation du crédit et de la spéculation.

Les premières dépêches recensées témoignent de cet intérêt permanent. La dépêche n° 96, *L'emprunt brésilien, emprunt péruvien*, du 21 mars 1927⁶, suivie en avril de *Richesse des États-Unis*, souligne les deux lignes de force de l'observation et de la réflexion de 1927. La richesse d'un pays est liée à sa production mais aussi à ses capacités de prêt, à l'importance qu'il accorde à la fluidité monétaire internationale. Le bilan en est tiré dans la dépêche n° 211, *La balance des paiements internationaux des États-Unis en 1927*, compte rendu d'une brochure publiée par le ministère du Commerce. Claudel remarque malicieusement que « sur une page du document imprimé qui contient cette étude, soit 54 pouces carrés, l'espace couvert par les dettes de guerre représenterait à peu près l'espace de deux timbres-poste⁷ ».

L'année 1928 s'intéresse plus spécialement au développement économique. En mai, l'ambassadeur envoie deux rapports dont les titres sont révélateurs, *La prospérité américaine, ses causes, ses conditions et les dangers qui la menacent*⁸ et *Profil dans les affaires*⁹. Il est un des rares diplomates en poste, sinon le seul, à prendre en compte sous forme de synthèse les critiques d'une minorité d'économistes américains la situation catastrophique de l'agriculture, le manque de souplesse de la *mass production*, l'augmentation des frais de distribution par rapport aux frais de production, le développement effréné de la vente à crédit et la modification de l'assiette financière. La conclusion qu'il en tire n'est que trop prophétique, « Il est certain que si une crise

se produisait en Amérique, les ventes de titres qui en seraient la conséquence avec le tempérament spéculatif qui existe ici seraient une catastrophe pour le monde entier. » Cette première étude d'ensemble est suivie d'autres plus spécialisées, sur l'évolution des valeurs dont fait partie le document ici publié¹⁰. Un deuxième rapport de synthèse du 4 février 1929, *Encore la prospérité américaine, la situation de l'épargne*¹¹, confirme son premier jugement.

La dépêche n° 248, *Baisse des valeurs sur la bourse de New York*, est caractéristique de la manière de son rédacteur. Après un rapide exposé des faits, Claudel expose sa thèse de manière concise, souvent humoristique : « La baisse violente et précipitée du marché tient en réalité à des causes beaucoup plus profondes que les considérations sentimentales [c'est moi qui souligne] qui précèdent... » Il présente ensuite ses arguments sous forme d'un récit, dont on peut suivre les péripéties « Pendant trois jours, dont la journée d'avant-hier a été l'apothéose, les titres furent jetés sur le marché à n'importe quel prix par les spéculateurs démoralisés. » Il conclut brièvement : « Une liquidation s'imposait et elle a eu lieu. » Il donne enfin son jugement qui, quelle que soit la situation évoquée, refuse le pessimisme. C'est le même esprit qui prévaut lorsqu'en novembre, il tire la leçon du « krach financier » qu'il avait prévu. « Cependant une vision trop pessimiste de la situation ne serait pas justifiée¹²... »

Cet optimisme n'est pas seulement de façade, il irrigue toute son œuvre. Puisque le mal existe, il doit servir. *Etiam peccata*, même les péchés, emprunte-t-il à saint Augustin ; « Le pire n'est pas toujours sûr » est le sous-titre du *Soulier de satin*. Le jeu de l'individu et de la société, la production de biens matériels et intellectuels, l'économique et le politique, sont les composantes indissociablement liées de l'histoire. Ils « composent »

dans leur affrontement un drame dont le théâtre est le monde, et l'enjeu l'avènement du Royaume de Dieu¹³. Les guerres et les crises sont, pour ainsi dire, les coups d'épéon donnés à la reconnaissance par les hommes de leur besoin mutuel et du sens à donner à leur existence. *Le Livre de Christophe Colomb*, drame composé à cette époque, explicite l'attitude de Claudel

Le cuisinier – Je vois les hommes vendus comme des animaux. Je vois l'Afrique qui envoie au Nouveau Monde des cargaisons de chair.

Christophe Colomb – Ainsi ce n'est pas ce Nouveau Monde seulement, c'est l'Afrique que j'ai rendue nécessaire à l'humanité.

Le cuisinier – Nécessaire par sa souffrance ?

Christophe Colomb – Par sa souffrance, s'il n'y a pas d'autre moyen¹⁴.

C'est cette conception qui donne son unité et sa force à l'ensemble de la création claudélienne, littéraire et diplomatique, parcourue d'un bout à l'autre de la même attention au monde, du même goût de vivre et du même « enthousiasme ». « Ce n'est pas le passé qui progresse prudemment, comme on le voudrait, à petits pas... Et le présent, qui pourrait dire ce qu'est le présent et fixer cet insaisissable ? Disons plutôt que c'est l'avenir qui aspire les événements¹⁵... »



13. *Discours à la réunion annuelle des acteurs catholiques de New York*, 11 mai 1929, manuscrit, anglais, thèse p. 394.

14. Paul Claudel. *Théâtre*. Pléiade p. 1-173.

15. Paul Claudel. *Prose*. Pléiade p. 1-393.